

Le Grdr recrute un(e) chargé(e) de mission « Agriculture et Alimentaire » basé à Dakar (Sénégal)

1. Contexte

Acteur depuis bientôt 50 ans en Afrique de l’Ouest (Mali, Mauritanie, Sénégal, Guinée-Bissau) et en France, le Grdr (www.grdr.org) intervient dans des territoires frontaliers connaissant de fortes mutations démo-économiques.

Le Grdr a initialement travaillé en appui aux **initiatives des migrants** et au renforcement des dynamiques des associations locales de développement. D’abord en milieu rural autour de thématiques sectorielles prioritaires (éducation, santé, hydraulique, sécurité alimentaire, ...) puis de plus en plus en milieu urbain (assainissement, cohésion sociale, habitat...). Dans le cadre des politiques de décentralisation en Afrique de l’Ouest, le Grdr a ensuite accompagné **l’exercice de la gouvernance par les acteurs locaux pour favoriser un aménagement du territoire concerté à partir de la valorisation des ressources locales.**

Sur le « double-espace » de la migration (territoires d’accueil et d’origine), le Grdr valorise les mobilités comme étant une ressource durable pour des « territoires solidaires », à travers le triptyque « Migration-Citoyenneté-Développement ».

Le Grdr est aujourd’hui structuré en 4 pôles géographiques : le Pôle Sahel, le Pôle Littoral, le Pôle France-Europe et le Pôle Maghreb-Méditerranée.

Le programme « Transition Agro-écologique Paysanne pour la Souveraineté Alimentaire » ou TAPSA est porté par le CCFD-TS pour la période 2018-2022 sur cofinancement du CCFD-TS et de l’AFD (11 millions d’euros, 11 partenaires). Au sein de ce vaste programme, le Grdr est porteur d’un dossier impliquant plusieurs cellules du Pôle Sahel (Kayes, Bakel et le Guidimakha) ainsi que la cellule de Dakar (Rufisque).

1. Présentation du TAPSA-Grdr.

Le TAPSA-Grdr (2018-2022, budget de 880 000 euros), vise à prolonger et/ou démultiplier les démarches engagées par le Grdr depuis plusieurs années en faveur d’un soutien à **l’autonomie des systèmes productifs**, à la **relocalisation de l’alimentation** et au **renforcement des capacités de plaidoyer des acteurs ancrés dans les territoires cibles**, notamment les OP et les collectivités locales. En résumé, il s’agit d’accompagner le développement d’une forme d’agriculture durable, résiliente, productive, qui fournisse plus d’aliments tout en maintenant les équilibres écologiques et en préservant la santé publique.

Les objectifs et résultats attendus du projet sont présentés ci-dessous :

Objectif global : réduire les vulnérabilités alimentaires au Sahel à travers la promotion de l’agro-écologie paysanne.

Objectif spécifique : contribuer à la reterritorialisation (relocalisation) des systèmes alimentaires dans les régions de Kayes (Mali), Guidimakha (Mauritanie), du Sénégal oriental et du département de Rufisque (Sénégal).

Résultat 1 : les acteurs de la société civile (OP, ONG...) et les élus locaux appréhendent le fonctionnement du système alimentaire de leur territoire, en identifient les forces et faiblesses.

Résultat 2 : les vulnérabilités des systèmes alimentaires sont réduites à travers des initiatives visant la relocalisation de l’alimentation.

Résultat 3 : les références issues de l’action sont capitalisées et partagées.

2. Missions du/de la chargé(e) de mission.

Le/la chargé(e) de mission sera administrativement lié à la coordination de la cellule de Dakar. Fonctionnellement, il sera lié au coordinateur du projet TAPSA Grdr. Le/la chargé(e) de mission aura pour fonctions de :

- Prendre part à la planification et à la budgétisation des activités du projet dans la zone de Rufisque ;
- Affiner le diagnostic et identifier les organisations partenaires pour conduire la recherche action ;
- Identifier les actions prioritaires à mettre en œuvre ;
- Identifier les producteurs intéressés pour mettre en œuvre les expérimentations
- Assurer le suivi des activités (formations, expérimentations, sensibilisation, information, etc.) ;
- assurer un suivi budgétaire de ce qui concerne la zone de travail ;
- contribuer au suivi-évaluation et la capitalisation des activités du projet ;
- contribuer à la communication autour du projet et de ces résultats ;
- assurer le reporting technique ;
- assurer l'accompagnement des organisations partenaires locales (OP, collectivités territoriales, services techniques déconcentrés de l'État, etc.), tout en faisant des points réguliers à la coordination du projet ;
- représenter la coordination du projet le cas échéant dans les cadres de concertations au niveau local.

3. Profil recherché

Le poste conviendrait à un(e) professionnelle(e) de formation dans des domaines tels que l'agronomie, l'agro-économie, la géographie, l'écologie ou encore l'économie rurale disposant d'une expérience d'au moins 3 ans dans les domaines de l'appui-conseil aux organisations paysannes et exploitations agricoles, appui aux collectivités territoriales, formation en milieu paysan, mise en œuvre de projets/programmes de développement agricole et de sécurité alimentaire au Sénégal, et plaidoyer.

4. Qualités recherchées

Les qualités recherchées aux candidat(e)s sont les suivantes :

- Connaissance du fonctionnement des organisations paysannes et des exploitations agricoles ;
- Bonne connaissance de techniques d'animation communautaires, du développement local et économique ;
- Bonne connaissance théorique et pratique de l'agroécologie ;
- Bonne connaissance du département de Rufisque et des organisations paysannes présentes sur le territoire ;
- Capacités rédactionnelles en français avérées ;
- Sens des priorités ;
- Sens de l'organisation et rigueur ;
- Grande autonomie dans le respect des tâches déléguées ;
- Bonne capacité à l'oral et à l'écrit ;
- Capacité de travail en équipe pluridisciplinaire et multiculturelle ;
- Sens de la communication multi-acteurs ;
- Maîtrise du Wolof.

5. Conditions du poste

- Poste basé à Dakar avec des déplacements régulièrement sur Rufisque ;
- Mobilité sous régionale en fonction des activités du projet (Mali et Mauritanie) ;
- CDD de droit sénégalais de 01 an renouvelable. Démarrage souhaité 1^{er} décembre 2018 ;
- Mise à disposition d'une moto de terrain (être à l'aise avec les déplacements à moto) ;
- Rémunération selon grille en vigueur.

Des évolutions sont possibles à l'issue du contrat selon le bilan des parties et les ressources à disposition.

6. Pour candidater.

Adresser CV et lettre de motivation, avec au moins deux références, aux adresses suivantes :
ibrahima.zerbo@grdr.org; dominique.laure@grdr.org au plus tard le 25 novembre 2018.